

Appel d'offres

Société de développement de la Baie-James

Entretien d'été et d'hiver de la route 19900 (Matagami - Lebel-sur-Quévillon)

N° de projet : **SD23-5043-2**

La Société de développement de la Baie-James (la Société) souhaite recevoir des offres concernant l'appel d'offres désigné en titre.

Description sommaire des besoins

Les travaux consistent à effectuer l'entretien d'été et d'hiver et tous les travaux connexes du tronçon débutant à l'intersection de la route 113 (accès à la ville de Lebel-sur-Quévillon) et de la route 19900 jusqu'à l'intersection de la route Billy-Diamond (km 6), soit une longueur de ± 107 km. Le marché débute le 1^{er} mai 2023 et se termine le 30 avril 2024. Il peut être renouvelé pour une année additionnelle.

SEULS SERONT CONSIDÉRÉS AUX FINS DU MARCHÉ, LES PRESTATAIRES DE SERVICES QUI AURONT UN ÉTABLISSEMENT SUR LE TERRITOIRE DE LA BAIE-JAMES ET QUI POSSÉDERONT LES QUALIFICATIONS MINIMALES REQUISES.

Par établissement, la Société entend :

« Lieu où le prestataire de services exerce ses activités de façon permanente, clairement identifié à son nom et accessible durant les heures normales de bureau. »

Les prestataires de services intéressés à présenter une soumission peuvent se procurer les documents d'appel d'offres par le Système électronique d'appel d'offres (SEAO) à l'adresse Internet www.seao.ca ou en communiquant avec le SEAO, entre 8 h 30 et 17 h, du lundi au vendredi inclusivement aux numéros de téléphone 1 866 669-7326 (sans frais) ou 514 856-6600.

Les soumissions transmises sur support papier doivent être présentées, avant 14 h, **le 30 mars 2023**, dans une enveloppe scellée portant les inscriptions suivantes :

- Son nom et son adresse;
- Le nom et l'adresse du destinataire, soit à madame Chantal Brassard à l'adresse mentionnée ci-dessous;
- La mention « Soumission »;
- Le titre et le numéro du projet, soit « Entretien d'été et d'hiver de la route 19900 (Matagami-Lebel-sur-Quévillon) – Appel d'offres SD23-5043-2 ».

Les soumissions transmises par voie électronique ne peuvent être effectuées que par l'intermédiaire du Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SEAO), à l'adresse suivante : www.seao.ca

Une garantie de soumission sous forme de cautionnement représentant 10 % du montant total de la soumission incluant les taxes doit accompagner la soumission.

Aucune soumission transmise par télécopieur ne sera acceptée. La Société n'est pas responsable de récupérer des soumissions au terminus d'autobus ni du retard dans la livraison du courrier.

Le prestataire de services a la responsabilité de s'assurer que sa soumission est déposée au bureau de la Société avant la date et l'heure limites fixées à l'adresse suivante :

Société de développement de la Baie-James
Service des affaires juridiques et de la gestion contractuelle
110, boul. Matagami, porte 5, C.P. 610, Matagami (Québec) JOY 2A0
Téléphone. : 819 739-4717

La Société ne s'engage à accepter aucune des soumissions reçues, notamment lorsqu'elle juge que les prix sont trop élevés ou disproportionnés ou ne reflètent pas un juste prix. La Société n'est pas tenue de motiver l'acceptation ou le rejet de toute offre.

Chantal Brassard
Adjointe à la direction
et secrétaire adjointe

AVIS IMPORTANT

Attestation de Revenu Québec

Il est fortement suggéré au prestataire de services de faire sa demande d'attestation de Revenu Québec le plus rapidement possible afin de pouvoir résoudre tout problème éventuel relatif à son obtention avant la date et l'heure limites fixées pour la réception des soumissions. En effet, l'article 2.7 des instructions aux prestataires de services, qui exige que l'attestation de Revenu Québec soit détenue par les prestataires de services, prévoit que l'attestation est valide jusqu'à la fin de la période de trois mois qui suit le mois au cours duquel elle a été délivrée. De plus, l'attestation ne doit pas avoir été délivrée après la date et l'heure limites fixées pour la réception des soumissions.

Autorisation de contracter de l'Autorité des marchés publics

Les prestataires de services qui répondent au présent appel d'offres doivent détenir une autorisation de contracter dûment valide de l'Autorité des marchés publics ou être inscrits au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (REA).